



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/698
31 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones

Rapport du Secrétaire général

1. Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones a été créé par la résolution 40/131 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1985, dans le but de fournir une aide financière aux représentants des communautés et organisations autochtones qui désirent participer aux débats du Groupe de travail sur les populations autochtones. Le Groupe de travail, qui a été créé en application de la résolution 1982/34 du Conseil économique et social, en date du 7 mai 1982, est un organe subsidiaire de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et se réunit chaque année à Genève. Le mandat du Groupe comporte deux volets : passer en revue l'évolution de la situation en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones et établir des normes internationales concernant les droits de ces populations.

2. Le Fonds volontaire est géré par le Secrétaire général conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à d'autres dispositions concernant le Fonds (voir E/CN.4/Sub.2/1983/20). Le Secrétaire général est assisté dans cette tâche par un conseil d'administration composé de cinq membres ayant l'expérience voulue des questions touchant les populations autochtones et qui siègent à titre individuel. Les membres du Conseil d'administration sont nommés par le Secrétaire général pour un mandat de trois ans, lequel peut être renouvelé après consultation du Président de la Sous-Commission. Au moins l'un des membres du Conseil d'administration doit être le représentant d'une organisation de populations autochtones largement reconnue. Le rapport de la première session du Conseil d'administration a été soumis à l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session, en 1988 (A/43/706).

3. Le Conseil d'administration a tenu sa deuxième session en avril 1989 pour préparer la septième session du Groupe de travail qui a eu lieu en août 1989, et s'est réuni une troisième fois en avril 1990 pour préparer la huitième session du Groupe de travail qui a eu lieu en août 1990. Le Conseil est composé des membres ci-après : M. Leif Dunfjeld, M. Alioune Séné, M. Hiwi Tauroa, M. Danilo Türk et M. Augusto Willemsen-Díaz, qui a assuré la présidence des trois sessions. D'après les consultations tenues, le mandat de ces cinq membres devrait être renouvelé pour trois ans cette année.

4. L'Assemblée générale, dans sa résolution 40/131, a énoncé certains critères auxquels doivent satisfaire les bénéficiaires de l'aide du Fonds. Le Conseil a élaboré des critères de sélection plus détaillés qui ont été pris en compte dans le questionnaire accompagnant les informations relatives aux activités du Fonds volontaire qui sont adressées aux organisations autochtones avant les sessions du Conseil.

5. Dans sa résolution 40/131, l'Assemblée générale a prévu que le Fonds serait alimenté par des contributions volontaires émanant de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'autres entités publiques ou privées. Au 1er octobre 1990, en réponse à une demande du Secrétaire général, des contributions avaient été reçues pour 1989 et 1990 des gouvernements ci-après :

Dollars des E.-U.

Australie	7 535
Canada	59 631
Chypre	500
Danemark	10 000
Finlande	30 559
Norvège	39 990
Nouvelle-Zélande	18 824
Pays-Bas	10 130
Philippines	473
Suède	10 685
Suisse	16 556

6. En outre, durant la même période, la Communauté internationale Bahaïe et le Centre Shimin Gaikou (Japon) ont versé au Fonds des contributions s'élevant respectivement à 3 000 dollars et 1 500 dollars.

7. A ses deuxième et troisième sessions, le Conseil a examiné des demandes d'aide financière émanant respectivement de 93 et 74 représentants de populations autochtones. Compte tenu des fonds disponibles, il a recommandé à sa deuxième session l'octroi de 37 bourses de voyage et de subsistance. Les 37 bénéficiaires choisis étaient originaires de 20 pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Inde, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Suriname et Venezuela. A sa troisième session, il a recommandé l'octroi de 21 bourses de voyage et de subsistance. Les 21 bénéficiaires choisis étaient originaires de 21 pays : Argentine, Australie, Belize, Bolivie, Canada,

/...

Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Malaisie, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Sri Lanka et Venezuela. Le Secrétaire général a entériné les recommandations du Conseil.

8. Sur les 58 bénéficiaires sélectionnés, 35 ont assisté à la septième session du Groupe de travail sur les populations autochtones qui s'est tenue à Genève du 31 juillet au 4 août 1989, et 19 ont assisté à la huitième session du Groupe de travail qui s'est tenue à Genève du 23 juillet au 3 août 1990. Les rapports de ces sessions ont été publiés respectivement sous les cotes E/CN.4/Sub.2/1989/36 et E/CN.4/Sub.2/1990/42.

9. La quatrième session du Conseil d'administration est prévue pour avril 1991 avant la neuvième session du Groupe de travail qui aura lieu en août 1991.
